



**« Federaal Plan KMO's en
Zelfstandigen:
6 assen, 40 maatregelen ter
ondersteuning van durf! »**

7 juli 2015

Ondersteuning van het ondernemerschap

- Een « **KMO-vriendelijke** » regering
 - **Plan KMO's en Zelfstandigen goedgekeurd door de Ministerraad op 27 februari 2015**
 - 6 assen, 40 concrete maatregelen om**
 - ✓ Zij die **durven te ondersteunen**
 - ✓ Zij die **tewerkstelling creëren te respecteren**
 - ✓ Zij die **aarzelen gerust te stellen**
 - ✓ Zij die mislukken en **opnieuw willen beginnen te helpen**
- De ondernemingsgeest kan niet opgelegd worden, maar moet worden ingegeven!
- Sterke ondersteuning van de bestaande ondernemingen

Plan fédéral pour les PME et indépendants

= 6 axes, 40 mesures

1. Compétitivité, fiscalité et lutte contre le dumping social
2. Accès au financement, faillite, seconde chance
3. Simplification administrative
4. Internationalisation des PME
5. Mesures sectorielles
6. Amélioration du statut social et promotion de l'entrepreneuriat
 - 6.1. Réalisations Statut social

1. Compétitivité fiscalité et lutte contre le dumping social (1)

○ **Résorption du handicap salarial**

- Le handicap salarial de la Belgique par rapport à ses trois principaux voisins (Allemagne, France et Pays-Bas) a été ramené fin 2014 à **2,9%**, selon le rapport technique du Conseil central de l'économie
- **Réduction des charges** de 33% à 25%
- **La loi concernant la promotion de l'Emploi a été approuvée par le Parlement le 23 avril 2015**

⇒ **Autres mesures :**

- **renforcement des réductions des charges sur les trois premiers emplois**
- **création de starter-jobs**: emplois pour jeunes avec formation sur le lieu de travail
- **diminution des charges sur les salaires les plus bas**, à partir du 1er août 2015
- **saut d'index**

1. Compétitivité fiscalité et lutte contre le dumping social (2)

○ 3 premiers emplois

- Renforcer et simplifier l'exonération de charges
- Loi-programme du 19 décembre 2014
- Entrée en vigueur le 01 janvier 2015
- **50€ de réduction de charges en + par rapport à la précédente législature**

Type	5 trimestres	4 trimestres suivants	4 derniers trimestres
RGC 1er T	1550 EUR/ trim.	1050 EUR / trim.	450 EUR / trim.
RGC 2e T	1050 EUR/ trim.	450 EUR / trim.	450 EUR/ trim.
RGC 3e T	1050 EUR/ trim.	450 EUR / trim	0 EUR
RGC 4e T	1000 EUR/ trim.	400 EUR / trim	0 EUR
RGC 5e T	1000 EUR/ trim.	400 EUR / trim	0 EUR

1. Competitiviteit, fiscaliteit en strijd tegen sociale dumping (3)

- Dit biedt de onderneming een lastenvermindering van:
 - 13.750 € op de eerste aanwerving
 - 8850 € op de tweede aanwerving
 - 7050 € op de derde aanwerving
 - 6600 € op de vierde
 - 6600 € op de vijfde

- Op de eerste 13 kwartalen

- Een onderneming met 5 werknemers bespaart dus in totaal 42.850 € aan sociale lasten op de eerste 13 kwartalen.

1. Compétitivité fiscalité et lutte contre le dumping social (4)

○ Investissements productifs

▪ Conseil des Ministres du 24 avril 2015

- Ex.: Déduire les investissements concernant des biens numériques, comme les systèmes de paiement et la cybersécurité, pour les PME et les microsociétés qui investissent dans du matériel numérique (déduction de 13,5% du montant investi des bénéfices imposables).

⇒ Le **Gouvernement** va donc veiller par des **incitants fiscaux** à **favoriser ces investissements** productifs (créateurs d'emploi, à haute valeur ajoutée, à fort contenu R&D, etc.)

Ex.: nouvelles technologies, agribusiness, énergies renouvelables

1. Compétitivité fiscalité et lutte contre le dumping social (5)

- **Groupement d'employeurs**
- Définition: véhicule juridique permettant à plusieurs entreprises de mutualiser des travailleurs
- **Objectif: assouplir le dispositif et le rendre plus accessible aux très petites entreprises**
 - Rendre le **mécanisme mieux connu**
 - **Encourager** fédérations et chambres de commerce, etc. d'agir comme **facilitateurs + structures de soutien logistiques**
- **Le dispositif transitoire qui expirait au 30 juin 2015 a été prolongé d'un an**

1. Competitiviteit, fiscaliteit en strijd tegen sociale dumping (6)

- **Vermindering van de liquidatieboni**
 - Sinds 1 januari 2015
 - Basistarief: 25 % - dus vermindering met 15 %
 - De KMO's kunnen elk jaar een deel van hun belastbare winst op een afzonderlijke passiefrekening plaatsen
 - Deze reserves maken het voorwerp uit van een vervroegde belasting van 10%

1. Compétitivité fiscalité et lutte contre le dumping social (7)

- **Lutte contre le dumping social**
- Plan d'action « Lutte contre la fraude sociale 2015 »
- Textes en cours d'adoption concernant la lutte contre l'assujettissement fictif au statut social des indépendants (lien entre paiement de la 1ère cotisation et droit aux soins de santé et procédure AFA – Affiliation fictive – fictieve aansluiting). Les arrêtés devraient être publiés en juin 2015
- 2 tables rondes sectorielles (construction et transport)

2. Accès au financement, faillite, seconde chance (1)

○ Réforme de la **procédure sommaire d'injonction de payer (1)**

Pour les dettes B2B:

- Projet de loi « pot-pourri » Il déposé à la Chambre le 30 juin, introduit procédure administrative de récupération des dettes non contestées entre entreprises dans laquelle l'huissier joue un rôle central
- Procédure articulée en 4 étapes:
 1. huissier de justice signifie au débiteur une sommation de payer accompagner de pièces justificatives de la dette et d'un formulaire de rédaction ;
 2. le débiteur dispose d'un mois pour payer, pour demander des facilités de paiement ou encore pour contester en tout ou en partie la dette ;
 3. la procédure de recouvrement s'éteint pour les dettes qui sont payées ou qui ne semblent pas être des dettes non contestées
 4. en l'absence de paiement ou de contestation recevable dans les délais, ou dans le cas où des facilités de paiement n'ont pas été accordées ou ne sont pas respectées, l'huissier de justice en établit, à la demande du créancier, un procès-verbal qui est déclaré exécutoire, le cas échéant pour le solde de la dette. Ce procès-verbal est un titre exécutoire contre lequel le débiteur peut faire opposition devant le juge (inversion du contentieux).
- **Garanties supplémentaires pour le débiteur: procédure lancée par avocat, récupération limitée au principal de la dette majoré de 10%**

2. Accès au financement, faillite, seconde chance (2)

- Réforme de la **procédure sommaire d'injonction de payer (2)**

Pour les dettes B2C:

- Récupération des **créances non-contestées**
- **Consommateurs vis-à-vis des entreprises**
- Réforme devant être reprise dans l'un des deux pots-pourris Justice restant
- Objectifs: **assouplir** les conditions de la procédure sommaire d'injonction de payer concernant les dettes B2C en s'inspirant de la procédure européenne d'injonction de payer qui ne fixe par exemple pas de montant maximum de 1.860 € pour les dettes en b2c.

2. Toegang tot financiering – faillissement – tweede kans (2)

- **Relatie tussen banken en ondernemingen**
 - evaluatie van de wet van 21 december 2013 die erop gericht is om de rechten en plichten van kredietnemers en kredietgevers opnieuw in evenwicht te brengen, met het oog op de versterking van de toegang tot krediet voor ondernemers
 - **Doelstellingen: verbetering van de informatie van de KMO's op drie aspecten:**
 - De **redenen** waarom een **dossier geweigerd werd**
 - De bestaande **financieringsmogelijkheden**
 - De **financieringsmethoden** van een **internationaal** project
 - Evaluatie georganiseerd begin 2016 op basis van de stand van zaken opgesteld door het KMO-observatorium van de FOD Economie

2. Accès au financement, faillite, seconde chance (3)

- Soutenir l'entrepreneuriat de la seconde chance
 - Mettre l'accent sur la **formation financière** des starters et des PME
 - Meilleur accompagnement lors de l'élaboration du plan financier
 - Mise en œuvre avec la FSMA et les professionnels du chiffre
 - Revoir le dispositif relatif à **l'insaisissabilité de la résidence** principale
 - le nombre annuel de déclarations se situe entre 800 et 900;
 - Réflexion en cours: étendre la portée de l'insaisissabilité à la protection de l'ensemble des meubles.
 - Permettre au **failli de retrouver le chemin du crédit** (négociations avec Febelfin)
 - **L'Observatoire des PME du SPF Economie** a été chargé d'une mission exploratoire relative à l'excusabilité du failli et à l'accès au crédit du failli + **groupe de travail** mis en place par les ministres de la Justice et de l'Economie pour l'intégration de la loi concernant les faillites et la loi relative à la continuité des entreprises dans le Code de Droit Economique avec une attention particulière pour l'entrepreneuriat de la seconde chance.

2. Accès au financement, faillite, seconde chance (4)

○ Plan Start-Up

1. Tax shelter pour les start-ups:

- Création d'une réduction d'impôt à l'IPP pour les personnes tierces qui souscrivent à des actions dans les PME (mobilisation de l'épargne)
- Cette réduction d'impôt est de 45% lorsqu'on investit dans une TPE et de 30% dans une autre PME (max. 100.000€/contribuable et 250.000 € /entreprise).

Conditions:

- Lors de la constitution
- Ou lors de l'augmentation de capital par une entreprise de moins de 4 ans

Exclusions: dirigeants d'entreprises, sociétés de patrimoine, société de management

2. Coût salarial moindre pour les jeunes entrepreneurs

Dispense de versement d'une partie du précompte professionnel retenu pour les microsociétés (20%) et PME (10%) pendant leurs 4 premières années de vie

2. Accès au financement, faillite, seconde chance (5)

○ **Crowdfunding**

- Loi-programme en seconde lecture hier
- Incitants fiscaux pour les particuliers qui investissent dans des PME (starters) via des plateformes de crowdfunding réglementées pour des prises de participation en capital ou pour des prêts rémunérés
- Conditions d'agrément en discussion – objectif octobre 2015

➤ **Prise de participation**

Cf. **tax shelter** (slide précédent)

➤ **Prêt**

Exonération de précompte mobilier sur les intérêts perçus sur les prêts consentis à une PME jusque 15.000€

Conditions: Prêt de minimum 4 ans

3. Administratieve vereenvoudiging (1)

- De administratieve lasten hebben een **jaarlijkse kost** van :
 - **1,23 miljard €** voor de **zelfstandigen**
 - **5,13 miljard €** (1,37% van het BBP in 2012) voor de **Belgische ondernemingen**

- ➔ **Doelstelling: administratieve lasten met 30% verminderen**

3. Simplification administrative (2)

○ Mesures approuvées en Conseil des Ministres du 19 juin

▪ Adaptation des petites sociétés

	Seuils actuels	Avis CCE
Chiffre d'affaires	7.300.000 €	9.000.000 €
Total bilan	3.650.000 €	4.500.000 €
Nombre travailleurs	50	50

- Réduction des obligations administratives
- Avantages fiscaux
- 1.000 sociétés en + dans cette catégorie

3. Simplification administrative (3)

- Mesures approuvées en Conseil des Ministres du 19 juin
 - Création d'une **nouvelle catégorie: microsociétés**
 - 321.235 entreprises concernées

	Seuils actuels	Avis CCE
Chiffre d'affaires	n'existe pas	350.000 €
Total bilan	n'existe pas	700.000 €
Nombre travailleurs	n'existe pas	10

- **Réduction de 20€ du coût du dépôt des comptes annuels auprès de la Centrale des bilans**, soit une économie annuelle de 6.425.000 € pour cette catégorie de sociétés

3. Simplification administrative (4)

- Pour **toutes les entreprises**, suppression de la mention de dépôt des **comptes annuels dans les annexes du MB** et **suppression des coûts y relatifs**, ce qui correspond à une réduction de 74,05 € TVAC pour toutes les sociétés -> économie de + 20 millions €

○ **Facturation électronique**

- Déduction fiscale prévue dans la loi-programme

3. Simplification administrative (5)

- Améliorer l'**accessibilité des marchés publics**
 - Les outils informatiques sont fonctionnels pour permettre une diffusion électronique des avis de marché pour les marchés de 85.000 €
 - Des actions de sensibilisation vont être entreprises pour inciter les pouvoirs adjudicateurs à publier les avis marchés pour les marchés de moins 85.000 € dans les applications existantes
 - Des actions de communication vont être menées avec les organisations représentatives des entreprises pour les sensibiliser à l'utilisation de ces outils

3. Simplification administrative (6)

Mesures en cours:

- Renforcer la **Banque- carrefour des entreprises** (BCE) et les Guichets d'Entreprises Agréées (GEA)
- Prévoir, dans le répertoire de la BCE, la mention d'une **adresse e-mail reconnue comme adresse officielle**, légalement identique à l'adresse physique du siège social
- Renforcer le **test PME**: réforme inscrite dans le cadre de la réforme du test AIR mené par le secrétaire d'Etat à la Simplification administrative

4. Internationalisering van de KMO's (1)

- Slechts een **kwart van de KMO's** is **internationaal actief**, 20% voor de ZKO's
- De ondernemingen die internationaal actief zijn, groeien sneller in termen van omzet en tewerkstelling. Zij tonen zich innovatiever en productiever
- Betere visibiliteit en leesbaarheid van de bestaande gewestelijke, federale, Europese en internationale instrumenten : Agentschap voor Buitenlandse Handel, de Belgische Maatschappij voor Internationale Investering, FINEXPO, BIO INVEST en de Delcredere groep

4. Internationalisation des PME (2)

- **Simplifier l'accès des PME au brevet européen**
 - Réunions de coordination entre les départements Economie, Justice et Affaires Etrangères
- **Allègement des procédures administratives** dans le cadre d'une demande de soutien financier à **l'exportation**: développement d'une « toolbox »
- **Mise en œuvre d'un guichet pour l'assistance technique spécialement orientée PME afin de :**
 - Servir d'interface entre la PME et les outils de soutien public
 - Informer sur les mesures de soutien à l'accès au financement
 - Conseiller en matière de protection de la propriété intellectuelle
 - Coordonner les campagnes de promotion et de sensibilisation à l'internationalisation des PME

5. Mesures sectorielles (1)

○ HORECA (1)

- **Défiscalisation des heures supplémentaires** pour les temps pleins: heures supplémentaires brut = net et exonération de toute cotisation fiscale et sociale
 - **300 heures / an (+/- 6,25h/sem.) => toutes les entreprises Horeca (y compris cafés,...)**
 - **360 heures / an (+/- 7,5 h/sem.) pour celles qui utilisent la caisse enregistreuse**
- **Les heures supplémentaires en droit du travail de 143 à 360 heures**
- **Réforme du travail occasionnel** : un employeur pourra avoir recours à des travailleurs occasionnels 200 jours/an contre 100 j/an auparavant
- **Flexijobs** : tout travailleur étant déjà occupé à **4/5ème dans le cadre d'un contrat de travail** pourra prêter dans le **secteur Horeca** à un **tarif réduit** : salaire net de **9,5€/heure + 25% de cotisation de solidarité libératoire**.

5. Sectorale maatregelen (2)

HORECA (2)

- Invoering van een WG om **het kasticket te vereenvoudigen** (met vermelding van het aantal couverts, prijs van de gerechten en prijs van de dranken + naam van de klant op zijn verzoek) + **bruikbaarheid van de kassa**
- Goedkeuring van een **Charter betreffende de controles** door de verschillende inspectiediensten met het oog op **proportionele sancties**

5. Mesures sectorielles (3)

○ Construction (1)

- Plan de lutte contre le dumping social approuvé par le Conseil des Ministres du **05/12/2014**
- Il prévoit des **mesures à prendre aux niveaux européen**, du **Benelux** mais aussi **belge** (+ ex. cf. slide suivant)

○ Au niveau belge, 3 axes pour une vingtaine de mesures :

- Renforcer les **contrôles et la transparence** (généralisation du construbadge, etc.)
- **Simplification et évaluation** de la **réglementation** existante (évaluation de la loi sur les relations de travail, etc.)
- **Echanges de données et sensibilisation** (campagne de sensibilisation des clients publics et privés, etc.)

5. Sectorale maatregelen (4)

Bouwsector (2)

- **Op Belgisch niveau, 3 assen voor een twintigtal maatregelen:**
 - **Versterking van de controles en de transparantie:**
 - **Mogelijkheid om de aanwezigheidsregistratie uit te breiden naar alle werven** (momenteel: + de 800.000€)
 - **Veralgemening van de construbadge** (identificatie op de werf)
 - **Geen systematische verlenging** van de **detacheringsperiode van 2 jaar**
 - **Verscherpte controles van de Limosa verklaringen** (buitenlandse werknemers) en datamatching met andere gegevens (met name BTW)
 - **Versterking van de controles** via datamining op de ondernemingen die **economische werkloosheid** ten onrechte gebruiken
 - **Samenwerking met de lokale overheden en politiezones** om de strijd aan te gaan met de slechte **werkomstandigheden** van werknemers (werknemers in containers...)

5. Mesures sectorielles (5)

Construction (3)

- **Simplification et évaluation de la réglementation existante:**
 - **Evaluation de la loi sur les relations de travail**
 - **Evaluation de la loi 1996** relative au **bien-être au travail** ainsi que d'autres législations relatives aux conditions de sécurité des travailleurs
 - **Conditionner l'octroi de primes** et autres avantages au **respect des normes fiscales et sociales** de l'entreprise
 - **Insérer des clauses sociales dans les cahiers des charges** des marchés publics

5. Mesures sectorielles (6)

Construction (4)

- **Echanges de données et sensibilisation:**
 - **Point de contact central** pour la **Fraude sociale**
 - **Renforcement des moyens** humains et financiers des **services d'inspections**
 - **Campagne de sensibilisation** des clients publics et privés

5. Mesures sectorielles (7)

Construction (5)

- **Aux niveaux Benelux et européen:**
 - Demande auprès des **instances européennes** pour un **détachement** de maximum **6 mois pour le secteur** (contre 2 ans aujourd'hui)
 - Mettre en place un **échange de données entre les pays européens** et plus particulièrement entre les **institutions de sécurité sociale**
 - **Réforme de l'octroi du formulaire A1** (attestation que l'entreprise est bien assujettie à la protection sociale d'un état membre). Les conditions d'octroi sont trop souples actuellement
 - Mise en place des **accords avec le Luxembourg et les P-B** pour **lutter** plus efficacement contre le **dumping social** en harmonisant les **législations nationales**

5. Sectorale maatregelen (8)

Ambachten

- Nemen van de **toepassingsmaatregelen** van de wet van 9 maart 2014 houdende **wettelijke definitie van de ambachtsman** (gepubliceerd op 15 april 2014 in het Belgisch Staatsblad)
- **Inwerkingtreding van de wet**, controle op de **naleving van de voorwaarden** die het mogelijk maken een beroep te doen op de hoedanigheid van ambachtsman, invoering van de **commissie** ambachtslieden die belast is met de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden, een **logo** dat erop gericht is de ambachtslieden aan te wijzen die beantwoorden aan de definitie...
- In **overleg met de sector**

5. Mesures sectorielles (9)

- **Soutien au commerce électronique**
 - Mise en place **d'une plateforme pour l'e-commerce**, afin d'éliminer nos handicaps structurels vis-à-vis de l'étranger (05/05/2015)
 - 5 groupes de travail ont débuté leurs travaux mi-juin sur les thèmes suivants: entraves réglementaires ; fiscalité et services de paiement ; logistique et flexibilité du travail ; soutien à l'innovation et aux PME ; internationalisation

6. Amélioration du statut social et promotion de l'entrepreneuriat (1)

Mesures :

- 1) Evaluer la **réforme** des cotisations sociales (Comité de monitoring 23/04/2015)
- 2) Adapter le système des **majorations** aujourd'hui trop pénalisant. Aujourd'hui, 3% par trimestre -> majoration de 7%/an la première année en cas de retard de paiement + en cas de mésestimation de revenus (quand cotisations à la baisse).
- 3) Améliorer la procédure de **dispense de paiement des cotisations sociales** (procédure accélérée...)
 - Possibilité pour les indépendants de régulariser les périodes dispensées et ouvrir ainsi des droits à la pension

6. Amélioration du statut social et promotion de l'entrepreneuriat (2)

- 4) Mettre en place un véritable **statut d'étudiant-entrepreneur**: permettre aux étudiants de disposer d'un statut spécifique pour démarrer un projet entrepreneurial
- Actuellement déjà, en matière de cotisations sociales :

Si revenu annuel < 1.423,9 €	0 € (au lieu de 4 x 700 €)
Si revenu compris entre 1.423,9 € et 6.742,06 €	22% du montant de leur revenu ex : revenu de 4.000 €, cotisation de 4 x 220 € (au lieu de 4 x 700 €)
Au-delà de 6.742,06 €, plus de régime d'exception. La cotisation est calculée, au minimum, sur base du revenu minimum (12.870,43 €) des indépendants à titre principal, soit 4 x 700 euros.	

 **Assouplir, renforcer, élargir le dispositif**

6. Amélioration du statut social et promotion de l'entrepreneuriat (3)

- 5) Création d'un **dispositif « assurance sociale » pour toute cessation** 1° dans le cadre d'une faillite, 2° d'un cas de force majeure, mais aussi 3° pour raisons économiques (**changement de nom acté par le Conseil des Ministres du 25 juin**)
- 6) Ouvrir l'accès à un **deuxième pilier de pension** aux indépendants actifs en personne physique / dès 2015
- Comme c'est déjà le cas pour les indépendants en société
 - Exemple : Pour un indépendant en pers. phys. dont revenu = 50.000 €



(*) Dans cet exemple, l'indépendant pourra non seulement payer le max de primes PLC (3.000 €, déductibles à 100%) **mais désormais aussi se constituer un deuxième pilier de pension** par le paiement d'une prime de 3.800 €, pour lesquels il bénéficie d'une **réduction d'impôt** de 1.140 €.

6.1. Réalisations statut social (1)



Mesures :

- En application des accords entre les partenaires sociaux, adaptation au bien-être au 1er septembre 2015
 - allocation de maternité et de l'allocation d'adoption pour indépendants
Elles passeront de 440, 50 € à 449,32 €
 - allocation de transition (sorte de pension de survie temporaire pour le partenaire survivant qui est trop jeune pour bénéficier d'une véritable pension de survie)
Elle passera de 1060, 94 € à 1.082,17 € par mois

6.1. Réalisations statut social (2)



- allocation pour incapacité de travail – invalidité

	Montant actuel mensuel	Montant mensuel salarié
IT + inval sans cessation taux ménage	53,99 €	55,07 €
IT + inval sans cessation taux isolé	40,81 €	41,62 €
IT + inval sans cessation taux cohabitant	33,13 €	33,80 €

- allocation faillite

Taux ménage	1.403,73 €	1.431,80 €
Taux isolé	1.070,94 €	1.092,36 €

6.1. Réalisations statut social (3)



- **Nouvelles mesures en faveur des indépendants prodiguant des soins à des proches**
 - Membre de la **famille jusqu'au 2^{ème} degré**
 - Membre du **ménage gravement malade**
 - **Enfant handicapé de moins de 25 ans**

Le dispositif prévoit :

- une **indemnité** financière de **1.060€**
- une **dispense de paiement** des cotisations sociales
- avec **assimilation pour tous les droits sociaux**
- le dispositif est **applicable pendant maximum 2 trimestres** (6 mois par demande – maximum total 12 mois)
- la **condition de cessation** de l'activité indépendante pendant au moins 4 semaines **est supprimée en cas de décès**

Conseil des Ministres du 26 juin 2015 – Entrée en vigueur le 01 octobre 2015

6.1. Verwezenlijkingen sociaal statuut (4)



- **Systeem van toegelaten activiteit van personen in arbeidsongeschiktheid en in invaliditeit**
 - **Vanaf 1 juli 2015**
 - Mogelijkheid tot **toegelaten werkhervatting** wordt uitgebreid voor twee typegevallen:
 - De uitoefening van een **andere activiteit met het oog op een volledige werkhervatting** is voortaan mogelijk gedurende **maximaal 18 maanden** (in plaats van 12)
 - De uitoefening **van enige andere activiteit die geen volledige herinschakeling tot doel heeft**

6.1. Réalisations statut social (5)



- **Suppression de la limitation d'activité autorisée pour les pensionnés**
 - Pour les **salariés et les indépendants**
 - **Activité professionnelle autorisée sans limitation** à l'âge de **65 ans** ou après **45 ans de carrière** (les deux conditions **ne doivent plus** être cumulées!)
 - Entrée en vigueur au **1^{er} janvier 2015** avec deux volets:
 - Suppression de toute limite à l'égard des pensionnés dès le 1er janvier de l'année de leur **65e anniversaire**.
 - Suppression de toute limite pour ceux qui (même avant le 1er janvier de l'année de leur 65e anniversaire) prouvent une **carrière de 45 ans**.

6.1. Réalisations statut social (6)



○ Mesures Pensions

Alignement du montant de la pension minimum sur celle des salariés
(loi programme du 19 décembre 2014)

Etape 1 : Augmentation le 1er avril 2015 de la pension minimum des indépendants au taux isolé de 10€ et au taux survie de 7,17€ par mois :

	Montant actuel mensuel	Montant mensuel salarié	Différence
Pension min. taux ménage	1.403,73€	1.403,73€	0
Pension min. taux isolé	1.070,94€	1.123,34€	52,40€
Pension de survie	1.068,11€	1.105,67€	37,56€

6.1. Réalisations statut social (7)



Etape 2 : Augmentation suite à l'adaptation au bien-être au 1er septembre 2015 :

	Montant actuel mensuel	Montant mensuel salarié	Différence
Pension minimum taux ménage	1.431,80 €	1.431,80 €	0 €
Pension minimum taux isolé	1.092,36 €	1.145,80 €	53,44 €
Pension de survie	1.089,47 €	1.127,78 €	38,31 €

Etape 3 : Egalisation complète au 1er août 2016 :

	Montant actuel mensuel	Montant mensuel salarié	Différence
Pension minimum taux ménage	1.431,79 €	1.431,79 €	0 €
Pension minimum taux isolé	1.145,80 €	1.145,80 €	0 €
Pension de survie	1.127,78 €	1.127,78 €	0 €

6.1. Verwezenlijkingen sociaal statuut (8)



- **Gemengde loopbaan loontrekkende/zelfstandige**
 - Koninklijk besluit van 3 april 2015
 - **Beroepsloopbaan onder het statuut van loontrekkende van minder dan 30 jaar (kleine minima) en statuut van zelfstandige**
 - 250.000 gepensioneerden betrokken
 - Verhoging van de kleine minima toegekend aan deze personen die een gemengde loopbaan hebben gehad => gelijkheid met de kleine minima toegekend aan de loontrekkenden (via de welvaartsenveloppe 2015-2016)
 - **1 juni 2015, maximale verhoging van**
 - **+ 169€ voor een alleenstaande**
 - **+ 141€ voor een gezin**



**« Plan fédéral PME et Indépendants:
6 axes, 40 mesures
pour soutenir l'audace! »**

Le 07 juillet 2015